

PERCEPTIONS, COMPRÉHENSIONS ET DISTINCTIONS ENTRE LES AUDITS STATUTAIRES, INTERNES ET D'INVESTIGATION

Les scandales en matière de comptabilité tels que Satyam, PMC Bank, ILFS, etc, ainsi que les fraudes internationales sur les états financiers telles que Enron, WorldCom, Tyco, Kanebo, etc ont récemment attiré l'attention sur la fonction comptable. La société dans son ensemble a une perception différente de la fonction d'audit, tandis que la littérature et les exigences réglementaires varient en fonction du champ d'application et de la mission.

Le fossé entre les attentes du public et les activités d'un expert-comptable s'élargit de jour en jour et fait l'objet d'un débat au sein de plusieurs instances. Bien que différents types d'audits soient effectués dans diverses organisations (entreprises ou autres), dans un souci de simplification, nous aborderons la question en prenant l'exemple des entreprises, en particulier lorsque l'intérêt public est en jeu. Même si les exigences varient d'une juridiction à l'autre dans le monde, nous limiterons ici notre discussion à ce qui est du droit indien. Examinons quelques notions de base sur les différents types d'audits.

Audits Statutaires

Ces types d'audits sont exigés par la loi. L'article 139 du *Companies Act* de 2013 traite de la nomination des auditeurs, tandis que l'article 143 de cette loi détaille les pouvoirs et les devoirs des auditeurs ainsi que l'applicabilité des normes d'audit. Cette loi exige que toutes les sociétés enregistrées en Inde (publiques,

privées ou étrangères) fassent contrôler leurs états financiers par un auditeur indépendant : un *Chartered Accountant* (expert-comptable agréé). Un audit fiscal doit également être réalisé en vertu de la loi relative à l'impôt sur le revenu lorsque le chiffre d'affaires de l'entreprise est supérieur au seuil fixé. L'étendue de l'audit, le rôle et la responsabilité des auditeurs ont été définis dans ces règlements. L'objectif premier de l'audit statutaire est d'obtenir une garantie de la part d'un auditeur professionnel indépendant, qui fournira un rapport contenant une **opinion** sur le fait que les états financiers ont été préparés par la direction conformément au cadre applicable des normes comptables et qu'ils présentent une **image fidèle** des performances (état des pertes et profits) et de la situation (bilan), ainsi que de l'évolution de la situation financière (état des flux de trésorerie). L'auditeur statutaire parviendra à cette opinion après avoir appliqué les procédures d'audit énumérées dans les **normes d'audit** publiées par l'*Audit and Assurance Standard Board* (AASB) de l'ICAI (*The Institute of Chartered Accountants of India*).

Conformément à la section 132(2) (b) du *Companies Act* de 2013, la *National Financial Reporting Authority* (NFRA) est tenue de contrôler et de faire respecter les normes d'audit selon les modalités prescrites. La règle 8 des NFRA Rules, 2018, prévoit que pour contrôler et imposer le respect des normes d'audit fixées par la loi, la NFRA peut :

- a) Examiner les documents de travail des auditeurs (y compris le plan d'audit et autres documents) et les communications relatives à l'audit ;
- b) Évaluer l'adéquation du système de contrôle de la qualité de l'auditeur et la manière dont l'auditeur documente le système ;
- c) Effectuer toute autre vérification des procédures d'audit, de supervision et de contrôle de la qualité de l'auditeur qui peut être jugée nécessaire ou appropriée.

Audits Internes

Les audits internes sont réalisés pour et au nom de la direction. Bien que le *Companies Act* exige que les entreprises concernées disposent d'un système d'audit interne, celui-ci assure en fait les personnes chargées de la gouvernance ("*Those Charged with Governance*" - TCWG) de l'existence et de l'efficacité opérationnelle des contrôles internes. L'étendue des audits internes doit être décidée par la direction et les commissaires aux comptes doivent en tenir compte dans leurs rapports.

Selon la définition de l'audit interne figurant dans le cadre international des pratiques professionnelles (IPPF) de l'IIA (*Institute of Internal Auditors*), l'audit interne est une activité indépendante et objective de contrôle et de conseil visant à apporter une valeur ajoutée et à améliorer les opérations d'une organisation. Il aide l'organisation à atteindre ses objectifs en adoptant une approche systématique et rigoureuse pour évaluer et améliorer l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance.

La réglementation indienne actuelle permet à la fonction d'audit interne d'être exercée soit par un employé de l'entité, soit par un professionnel faisant partie d'un cabinet indépendant. Les normes d'audit interne s'appliquent aux membres de l'ICAI dans les deux cas, que l'audit interne soit réalisé par ces derniers en tant qu'employés ou en tant que représentants de cabinets externes.

Audits d'Investigation (*Forensic Audits*)

Il s'agit d'une activité orientée vers l'investigation, visant à collecter des preuves qui pourraient être produites devant un tribunal. Ces audits sont généralement spécifiques à un événement qui s'est déjà produit ou qui est en cours. L'objectif est souvent d'identifier et de démontrer, preuves à l'appui, qu'une fraude a été commise. Le champ d'application de ces audits est généralement défini par l'organisme responsable, qui peut être un régulateur, un investisseur ou la direction elle-même.

Le processus de réalisation d'un audit d'investigation est quelque peu similaire à celui d'un audit financier traditionnel, avec une dimension supplémentaire. Ces procédures doivent comprendre l'organisation de la démarche, la collecte de preuves et la rédaction d'un rapport, mais avec une étape additionnelle, à savoir une éventuelle déposition devant un tribunal si cela s'avère nécessaire. L'ICAI a publié des supports d'étude pour différencier l'audit d'investigation de l'audit financier, qui expliquent qu'un auditeur financier peut détecter une fraude, mais que les procédures d'audit financier sont conçues pour détecter des anomalies significatives, et non des fraudes. Cette différence s'explique notamment par le fait que les auditeurs financiers se basent sur un échantillon plutôt que sur l'examen des événements et des activités qui se cachent derrière les documents, ce qui est le rôle d'un auditeur d'investigation. Tant le temps nécessaire que le coût diffèrent considérablement dans les deux cas. L'audit d'investigation peut révéler des activités illégales, selon le motif et l'objectif souhaités.

Enjeux et Complexités

Depuis quelque temps, on observe que divers régulateurs (outre la NFRA) et organismes chargés de l'application de la législation interrogent les auditeurs sur leur rôle, leurs responsabilités et leurs activités, en plus de leur demander des documents d'audit. Il s'agit notamment du *Registrar of Companies* (ROC), du *Serious Fraud Investigation Office* (SFIO), du *Central Bureau of Investigation* (CBI), de l'*Enforcement Directorate* (ED), des départements de fiscalité directe ou indirecte et d'autres régulateurs tels que la *Reserve Bank of India* (RBI), le *Securities and Exchange Board of India* (SEBI), etc. L'ICAI dispose de son propre mécanisme de régulation et de guidance des membres par le biais du Conseil d'examen par les pairs, du Conseil d'examen de la qualité, du Conseil d'examen de l'information financière (FRRB) et du Comité disciplinaire, qui couvrent toute la gamme des différents rôles joués par les experts-comptables selon les postes occupés.

On peut considérer que le droit d'enquêter et d'inspecter toute pièce pour juger si les tâches professionnelles ont été dûment accomplies a été prévu par les réglementations en vigueur, et qu'interroger les auditeurs, au cas où quelque chose aurait mal tourné, ne pose pas question. En revanche, savoir s'il est nécessaire de convoquer les auditeurs statutaires à tout moment dans tous les cas suspects est rarement discuté. Or, les personnes ou les agents qui interrogent, par exemple, les auditeurs statutaires, n'ont qu'une vague idée de ce que sont les normes d'audit et de comptabilité, sans parler des différences entre le champ d'application, le rôle et les

responsabilités des différents types d'auditeurs. Du côté des auditeurs, il devient extrêmement difficile d'expliquer aux différentes instances quelles procédures d'audit ont été mises en œuvre, pourquoi, et comment les activités professionnelles et les opinions prononcées ont été légitimées dans le cadre du champ d'application défini pour le mandat en question. Peu de juridictions

dans le monde convoquent les auditeurs statutaires une fois qu'une collusion ou une activité frauduleuse a été confirmée.

Le tableau suivant présente un résumé au niveau macro, énumérant les principales différences entre ces divers types d'audits, qui sont importantes à garder à l'esprit.

Caractéristique	Audit Statutaire	Audit Interne	Audit d'Investigation
Objectif	Une exigence réglementaire avant tout	Exigé par une réglementation et parfois pour fournir une garantie à la direction	Établir et collecter des preuves. Dans certains cas exigé par la justice
Périmètre	Fournir un avis sur la véracité et l'impartialité des états financiers, qu'ils soient préparés conformément aux normes comptables applicables ou à d'autres exigences en matière de rapports	Fournir un rapport sur les questions définies dans le périmètre convenu entre la direction et les auditeurs	Recueillir des preuves en fonction du périmètre défini par l'agence de nomination
Normes	Les normes d'audit sont applicables	Normes d'audit interne	Normes d'audit d'investigation
Désigné par	Les actionnaires dans le cas d'une entreprise et les propriétaires / cadres supérieurs dans les autres cas	La direction	Toute personne (investisseurs, régulateurs, etc.)
En point de mire	Principalement les états financiers et les informations qu'ils contiennent, ainsi que les contrôles internes	Contrôles internes	Fraudes et éléments de preuve
Qualifications des auditeurs	Il faut être <i>Chartered Accountant</i> (expert-comptable agréé) ou membre d'un cabinet ou d'un LLP (association de comptables agréés)	Aucune qualification spécifique n'est définie	Dépend du champ d'application
Rattaché(s) à	Les actionnaires et les régulateurs (SEBI, RBI, etc.)	La direction	L'agence de saisine ou la juridiction
Méthodologie	L'audit est réalisé à l'aide de techniques d'audit (par exemple l'échantillonnage, les tests de contrôle et les tests de corroboration, etc.)	Il peut s'agir d'un examen simultané et basé sur les transactions ou d'un examen périodique des contrôles internes	Événements spécifiques et collecte de preuves
Approche	Commenter la véracité et l'impartialité des informations contenues dans les états financiers sur la base des résultats des procédures d'audit	Fournir une garantie à la direction en ce qui concerne les contrôles internes	Approche de la recherche des faits
Observations	Mentionnées dans le rapport en tant que modifications, rapport défavorable ou décharges telles que définies dans les normes d'audit	Observations, risques, recommandations et plan d'action de la direction avec un calendrier prévisionnel	Nécessité de disposer d'éléments de preuve qui soient acceptables devant un tribunal
Visibilité du rapport	Le rapport est généralement du domaine public	À l'attention des 'TCWG'	Pour l'agence de saisine et la cour de justice

Caractéristique	Audit Statutaire	Audit Interne	Audit d'Investigation
Indépendance	Les auditeurs statutaires doivent être indépendants	Peut faire partie de la direction	En règle générale, les auditeurs d'investigation sont censés être indépendants
Seuil d'applicabilité en Inde	L'audit statutaire est exigé par la loi pour toutes les sociétés enregistrées en Inde (publiques, privées ou étrangères).	<ul style="list-style-type: none"> • Obligatoire pour toutes les sociétés cotées. • Toutes les sociétés publiques non cotées avec soit : Capital libéré \geq INR 50 crores ; CA \geq INR 200 crores ; Prêt en cours $>$ INR 100 crores ; Dépôt en cours \geq INR 25 crores • Toute entreprise privée avec soit un CA \geq INR 200 crores ; Prêt en cours $>$ INR 100 crores 	Ils peuvent être demandés par toute personne (investisseurs, régulateurs, etc.).
Seuil d'applicabilité en France	Nomination obligatoire d'un commissaire aux comptes si dépassement de deux des trois seuils suivants : 8 millions d'euros de CA (hors taxes) ; 4 millions d'euros de bilan ; 50 salariés	L'audit interne n'est généralement pas obligatoire sur un plan réglementaire, sauf dans certains cas de figure (établissements bancaires et compagnies d'assurance)	Ils peuvent être demandés par toute personne (investisseurs, régulateurs, etc.).

Bien qu'il faille aller dans le détail pour comprendre la différence entre le rôle et la responsabilité des auditeurs dans chacun des trois cas, il est ici suggéré la mise en place d'un cadre et d'un mécanisme de contrôle et d'interrogation des auditeurs appropriés, et uniquement administrés par un régulateur centralisé

(à savoir l'ICAI), ayant la connaissance de ce que sont les professions de comptable et d'auditeur. Cela devrait permettre non seulement aux régulateurs de s'épargner de devoir comprendre la profession complexe de l'audit, mais aussi aux auditeurs eux-mêmes d'être confrontés à des situations désagréables.



Parveen Kumar
National Head
Assurance
parveen.kumar@asa.in



Léa Parmentier
Assistant Manager
French Desk
lea.parmentier@asa.in

[Lien vers les autres articles](#)

* Destiné à l'usage exclusif des clients et du personnel du cabinet